

la France ne peut pas, à elle toute seule, indéfiniment, assumer toutes les responsabilités. Je crois qu'il n'y a là aucune espèce de contradiction avec nos objectifs initiaux. On ne pourra pas nous reprocher de n'avoir pas fait ce que nous avons annoncé. Nous ferons ce que nous avons annoncé. Nous ferons ce que nous avons dit. Nous sommes en train de le faire et nous poursuivrons dans cette voie.

Q - Quels sont les pays qui soutiennent ?

R - Vous en connaissez la liste : il y a déjà des troupes sénégalaises sur le terrain, des éléments belges sont en cours d'acheminement, l'Égypte est disponible, et la liste des pays qui sont prêts à contribuer à la MINUAR est extrêmement longue. Il y a plusieurs milliers de soldats qui sont prêts à y aller. Qu'est-ce qui manque ? Je le répète : il manque des équipements, il manque de l'entraînement, et il manque de moyens de transport. Que les pays qui peuvent faire cela le fassent !

PARIS, 3 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, au quotidien "Berliner Morgenpost"

Relations franco-berlinoises - France-Allemagne

Rarement le rôle et le statut d'une ville ont été si étroitement liés aux facteurs géopolitiques européens. La chute du mur et l'ouverture des frontières ont replacé Berlin dans son espace d'influence naturelle. Capitale excentrée de l'Allemagne unifiée, Berlin restera comme le veut sa tradition un "pont entre l'Est et l'Ouest", mais Berlin sera surtout demain une métropole au cœur de la grande Europe. C'est un défi extraordinaire à la fois politique, social et urbanistique auquel doivent faire face les Berlinoises. Pour la première fois en Europe, une ville de plusieurs millions d'habitants vit une sorte de refondation. Cette aventure est exaltante. Elle intéresse le continent européen tout entier, car le nouveau Berlin sera nécessairement le reflet le plus fidèle de la capacité de tous les Européens à surmonter plus de quarante années de division et de déchirement.

Les relations entre la France et Berlin ont toujours été denses. La tradition francophile de Berlin remonte à la fin du XVII^e siècle (c'est en 1689 que fut fondé le collège français). La ville fut alors une terre d'accueil pour de très nombreux huguenots français, au point qu'au siècle des Lumières, plus d'un Berlinoise sur cinq était français. Ce souvenir est encore très vivant aujourd'hui. Je suis certain que le caractère international de la ville permettra de développer plus encore les échanges franco-berlinois dans le cadre d'une ville, qui sera l'une des très grandes métropoles européennes du début du XXI^e siècle.

Du fait du statut quadripartite de la ville durant la guerre froide, et de la présence de nos forces, de nombreux appelés français du contingent ont servi sous les drapeaux à Berlin. Cet aspect des choses ne doit pas être négligé, car il a largement contribué à faire connaître et apprécier Berlin en France. Au total, plus de

200 000 jeunes Français de tous horizons ont ainsi séjourné ici. Certains ont d'ailleurs ensuite choisi de s'installer ici. Car d'année en année, Berlin attire de plus en plus de Français. Après le départ des forces, la communauté française de Berlin comptera encore plus de 10 000 personnes. Celle-ci augmente de plusieurs centaines de personnes chaque année depuis le début des années quatre-vingt.

Lorsque les institutions fédérales auront effectué leur transfert à Berlin, la France ouvrira son ambassade sur le Pariser Platz. Par ailleurs, le départ des forces françaises n'entraînera pas la disparition du dispositif culturel important (écoles, institut) que nous avons jusqu'à présent.

En tant qu'élu parisien, je souhaite que les liens entre Paris et Berlin soient renforcés. La visite à Paris que le maire-gouverneur de Berlin a faite a été l'occasion de les évoquer. En 1978, l'exposition "Paris-Berlin" avait attiré plus de 400 000 visiteurs au Centre Pompidou. Je crois que le moment est désormais venu, après tous les bouleversements que nous avons connus au cours des dernières années, de marquer à nouveau d'une grande manifestation culturelle les relations entre nos deux capitales.

L'intérêt de la jeunesse française pour Berlin ne se dément pas. Vu de France, j'aurais tendance à dire que la marque distinctive des Berlinoises, cette vitalité qui leur a permis d'affronter puis de surmonter la division, y est pour beaucoup. Nous autres Français aimons cette forme d'esprit, et plus profondément, nous aimons venir à Berlin parce que cette ville est ouverte à tous les courants de la pensée. Cette ouverture continuera, j'en suis sûr, à forger le destin de votre ville. Aujourd'hui, le grand Berlin doit faire sienne la phrase remarquable, et dans une certaine mesure prophétique, de Henrich Heine "Berlin n'est pas une ville, c'est un prétexte pour réunir les gens".

ALEXANDRIE, 3 JUILLET 1994

Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères des pays du Forum méditerranéen - Déclarations du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux médias

Forum méditerranéen - diversité des pays autour de la Méditerranée

La France attache beaucoup d'importance à tout ce qui se passe autour de la Méditerranée, pour la bonne raison qu'elle est elle-même une puissance méditerranéenne. Nous avons, autour de notre mer commune, beaucoup de choses en commun, précisément, mais il a aussi quelques risques de rupture ou d'affrontements, des problèmes de sécurité et de stabilité peuvent être mis en cause par certaines crises régionales. Il y a aussi des évolutions économiques divergentes, des évolutions démographiques divergentes. Donc, il est très utile de parler entre nous, de coordonner tous les efforts qui ont été mis en place ici ou là. Parce que vous savez

qu'il y a de très nombreuses initiatives autour de la Méditerranée. Donc, je pense que ce forum, qui reste informel, très souple, très politique, pourra être un lieu de coordination entre tout ce qui existe.

Rwanda - participation égyptienne

Q - Avez-vous des discussions bilatérales avec le ministre égyptien des Affaires étrangères ?

R - Sûrement ; il est prévu que nous voyions demain. Nous avons beaucoup de choses à nous dire, et tout particulièrement au sujet du Rwanda. Nous avons beaucoup apprécié le soutien que l'Égypte nous a apporté dans notre initiative au Rwanda. Nous savons que l'Égypte a annoncé sa participation à notre opération, et je serai heureux de discuter des modalités de cette participation demain avec Monsieur Moussa.

Rwanda - intervention française - relais avec la MINUAR

Q - (Sur le Rwanda...)

R - Oui, dans les limites qu'elle s'est fixées. Dans les limites géographiques et dans les limites de temps qu'elle s'est fixées. Nous avons toujours annoncé que cette opération devait s'achever à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août. Nous sommes donc très actifs pour organiser la relève. Qu'est-ce que c'est, la relève ? La relève, ce sont les Nations unies, c'est la force des Nations unies au Rwanda, ce qu'on appelle la MINUAR. Un très grand nombre de pays ont fait des offres de service au Secrétariat général des Nations unies. Il faut les concrétiser pour qu'à la fin de ce mois de juillet, au début du mois d'août prochain, des contingents de la MINUAR puissent se mettre en place sur le terrain.

Bosnie - nouvelles propositions du groupe de contact - embargo sur les armes

Q - Pour tracer un parallèle avec la Bosnie, y a-t-il du nouveau dans la position française ?

R - Permettez-moi de vous faire remarquer qu'en Bosnie, la France a sept mille hommes, un petit peu moins aujourd'hui - six mille -, depuis des mois et des mois, depuis deux ans. Donc, l'initiative, elle l'a déjà prise. Nous nous réunissons mardi 5 juillet à Genève - quand je dis nous, je veux parler des Américains, des Russes et des Européens - pour étudier les travaux du groupe de contact qui a réalisé un accord sur une carte, sur un arrangement institutionnel. Le temps presse en Bosnie. Si une politique n'est pas trouvée dans les semaines qui viennent, il y a beaucoup à craindre sur le terrain, parce que chacun des deux camps s'est réarmé. Ici ou là, on constate des combats sporadiques, et donc la reprise des hostilités serait à craindre, si on n'arrivait pas à se mettre d'accord.

Q - Est-ce que l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie pourrait être levé ?

R - Nous avons mis au point, et nous la rendrons publique mardi prochain, une proposition globale pour la fédération croato-musulmane et pour les Bosno-serbes. Cette proposition porte sur une carte, elle porte

aussi sur un ensemble d'incitations ou de pénalisations vis-à-vis des parties, selon qu'elles accepteront ou refuseront le plan. Donc, il est trop tôt aujourd'hui pour en dire plus. Ce que je souhaite, c'est qu'à Genève, et aussi à Naples à l'occasion du G7, les grandes puissances puissent faire comprendre aux parties qu'il faut maintenant souscrire à un règlement politique de cette affaire.

ALEXANDRIE, 3 JUILLET 1994

Rwanda - Réponse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à une question de l'agence égyptienne Mena

Rwanda - intervention française - contacts avec le FPR

Q - Monsieur le Ministre, avez-vous une réaction à l'accrochage d'hier soir entre le FPR et les troupes françaises ?

R - Cet incident n'a pas de caractère de gravité et nous souhaitons éviter la reproduction de ce genre d'événements. C'est pourquoi nous sommes en étroit contact avec les autorités du FPR pour les informer de l'évolution de l'opération.

LE CAP, 4 JUILLET 1994

Visite en Afrique du Sud - Discours prononcé par le Président de la République, M. François Mitterrand devant le Parlement d'Afrique du Sud

Monsieur le Président,
Madame,
Messieurs les Vice-Présidents,
Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs,

France - Afrique du Sud - relations anciennes - évolutions récentes

Je me retrouve ainsi devant votre Parlement. C'est un Parlement récemment élu. Il porte en lui une grande espérance. Il est marqué par une longue histoire, un combat. Vous représentez tous ensemble une expérience unique sur la surface de la planète : parvenir à surmonter les contradictions, et quelles contradictions, parvenir à dominer sa propre histoire. Tant d'exemples contraires nous sont proposés qui ferment les issues à tout espoir, que je ne puis que me sentir très honoré de me trouver devant vous.

J'ai été moi-même parlementaire 35 ans, avant d'accéder à la responsabilité suprême de mon pays, et j'ai connu les grandeurs et les servitudes, ici ou là. Une singularité de l'histoire de France veut que le chef de l'État n'ait pas accès au Parlement en raison d'un sou-